

PLAN D'URGENCE ANTI-DÉLESTAGE

Sonelgaz réussit son pari

La canicule de cette dernière semaine vient de mettre à l'épreuve le plan d'urgence de Sonelgaz pour l'été 2015. Malgré l'augmentation de la consommation d'électricité en ces temps de grandes chaleurs, le délestage a été évité. Le groupe affirme disposer des capacités nécessaires pour couvrir la demande en consommation durant cet été.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les Algériens n'ont pas été privés d'électricité en cette période de canicule où la demande en consommation augmente.

A leur grand bonheur, les récurrentes coupures d'électricité dans ce genre de situation, les privant de l'utilisation de leurs climatiseurs ont été évitées. Pour préparer l'été 2015, le groupe Sonelgaz recourt à un plan d'urgence pour la troisième année consécutive.

La cellule de communication du groupe explique qu'en plus d'un programme d'investissement global, Sonelgaz a mis en place un plan d'urgence qui a trait à la production, au transport de l'électricité et à la distribution. En matière de production,

explique-t-on, en plus des 1 586 mégawatts déjà installés vers fin 2014, le groupe a rajouté dans le cadre du plan d'urgence 718 mégawatts.

Pour le transport, il y a eu une mise en service de 24 ouvrages de transports électriques, 2 postes de haute et moyenne tension, 2 transformateurs, 2 cabines mobiles, une ligne de 400 kilovolts et cinq lignes de 60 kilovolts.

Concernant la distribution pour la clientèle, la société a mis en service 2 902 postes de moyenne et basse tension et 3 232 lignes.

La capacité de production additionnelle nationale prévue sur la période 2015-2025 est de 27 800 MW, tous réseaux confondus, dont 15 385 MW



Sonelgaz a rajouté 718 mégawatts au 1 586 déjà installés.

décidés et 12 415 MW en idée de projet. Le montant global des investissements est de l'ordre de 5 760 658 MDA dont 4 827 934 MDA à la charge des sociétés du Groupe Sonelgaz.

Noredine Bouterfa P-dg du groupe Sonelgaz lors de sa récente déclaration, a indiqué que le coût de la production est

très élevé et ne correspond pas aux tarifs proposés aux consommateurs.

Selon lui, «la clientèle haute tension achète son énergie à 2 dinars et 20 centimes hors taxe alors que le coût de production revient à 3 dinars».

Bouterfa demande une subvention de l'Etat ou une augmen-

tation des tarifs qui, dit-il, pourra se faire par étape pour répondre au volume de ses investissements. «On peut ne pas toucher les ménages ou les toucher très légèrement, mais les tarifs doivent être révisés pour les grands consommateurs qui consomment 20% de la production nationale», selon lui.

Le prix de l'électricité est plafonné par un décret datant de 2005 et le gouvernement écarte, pour le moment, toute révision de tarification.

Sonelgaz rassure, cependant, disposer des capacités nécessaires pour répondre à la demande de consommation qui augmente durant la saison estivale. «Il n'y aura pas de délestage cet été et les coupures qui peuvent survenir sont dues aux incidents et accidents et non au manque de capacité en énergie électrique», souligne-t-on.

Le plan d'urgence de Sonelgaz sera, cependant, mis à rude épreuve si les températures caniculaires persistent.

S. A.

MARCHÉ DES VÉHICULES

Les importations plafonnées à 400 000 unités par an

Le recours aux licences d'importation et d'exportation prévues dans le cadre du projet de loi sur les opérations d'importation et d'exportation vise, selon le ministre du Commerce, à assurer une «gestion rationnelle du commerce extérieur», faisant part, dans ce sens, du plafonnement de l'importation des véhicules à 400 000 unités par an.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Selon Amara Benyounés qui répondait, hier, aux membres du Conseil de la nation qui discutaient en plénière ledit projet complétant et modifiant l'ordonnance 03-04 du 19 juillet 2003, une commission interministérielle pilotée par son département et intégrant les ministères de l'Agriculture, de l'Industrie et de celui des Finances, aura la mission d'octroi de ces licences d'importation qui ne concernera qu'une vingtaine de produits.

Des importations qui, concernant les véhicules, «ne devront pas dépasser les 400 000 unités annuellement pour, explique-t-il, assainir la filière de l'importation des véhicules qui connaît», selon une récente étude menée par son département, plusieurs irrégularités et dysfonctionnements.

Et les professionnels parmi les nationaux seront «prioritaires» dans le bénéfice de ces licences d'importation qui constituent, ajoute Benyounés pour qui le commerce extérieur est en butte à deux fléaux majeurs, la surfacturation et la contrefaçon. Le ministre du Commerce joindra sa voix à celle d'un sénateur pour plaider pour une culture d'exportation, estimant que sans une diversification de notre économie, toute mesure protectionniste du produit local n'aurait aucun sens.

Concernant les négociations en vue de l'adhésion à l'OMC, Benyounés avoue ne pas avoir plus d'arguments qu'il n'en a déjà avancés, regrettant que notre pays soit devenu le «doyen» des négociateurs

avec l'OMC puisque bien de plus récents candidats, dont le Yémen y ont accédé.

«97% du commerce international est dans l'OMC et 80% de l'humanité est dans l'OMC», dit-il, rappelant les directives

«claires» du président de la République concernant ces négociations d'adhésion à l'OMC qui doivent tenir compte de la préservation des intérêts du pays.

«Nous ne pouvons pas rester en

marge», soutient-il. Il fera part, par ailleurs, d'une prochaine évaluation quinquennale de l'accord d'association avec l'Union européenne.

M. K.

L'OUVERTURE D'UNE INFORMATION COMPLÉMENTAIRE**DANS L'AFFAIRE CNAN**

Les auditions seront entamées la semaine prochaine

C'est à partir de la semaine prochaine que le juge relevant du Pôle judiciaire spécialisé du Centre, en charge du dossier de l'affaire groupe Cnan, entamera son travail concernant «l'ouverture d'une information complémentaire». Le magistrat entendra en premier lieu l'expert financier du groupe Cnan, avant d'élargir ses auditions à d'autres parties.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Se dirige-t-on vers un rebondissement dans l'affaire du groupe Cnan ? Tout porte à le croire au vu des «décisions» prises par le président du Pôle judiciaire spécialisé du Centre le 11 juin dernier.

En effet, en plus de l'ouverture d'une information complémentaire, le juge a également ordonné que des experts maritimes, des finances et comptabilité ainsi que les représentants de l'Inspection générale des finances (IGF) et du groupe Cnan soient convoqués pour être entendus par le président du Pôle judiciaire spécialisé.

Le procès était prévu une première fois le 20 mai dernier, puis repoussé au 3 juin, avant que le président du Pôle judiciaire spécialisé de Sidi M'hamed près la cour d'Alger ne prolonge le suspense d'une

semaine supplémentaire. Le verdict du procès mettant en cause pour corruption une vingtaine de cadres de la Compagnie nationale de navigation (Cnan) a laissé beaucoup d'observateurs sur leur faim. La raison ? Lors des plaidoiries, la défense a relevé des dysfonctionnements «anormaux» lors de l'instruction de l'affaire.

Un doigt accusateur a été pointé à l'encontre des enquêteurs de l'IGF qui «auraient bâclé» le travail demandé par la justice.

La problématique de l'évaluation de l'expertise judiciaire était au centre d'une «polémique» née avant, pendant et après l'instruction.

Le verdict qu'aura à prononcer le juge en charge de statuer sur le dossier sera basé sur les conclusions de l'information complémentaire décidée le 11 juin dernier, a-t-on souligné. Mieux encore, on apprend que le magistrat n'aurait été informé qu'en dernière minute des démarches entamées par l'acquéreur saoudien Pharaon auprès du tribunal d'arbitrage international de Londres.

L'enquête menée par l'IGF avait conclu à l'existence, entre 2007 et 2010, de plusieurs violations et autres irrégularités concernant la gestion du groupe Cnan. Pour revenir aux faits, ceux-ci portent sur des «malversations» présumées dont seraient auteurs 21 cadres de la Cnan,

poursuivis pour les chefs d'inculpation de «dilapidation de deniers publics, corruption, violation de la réglementation relative aux mouvements de capitaux de et vers l'étranger, passation illégale de marchés et trafic d'influence».

Parmi les prévenus, figurent deux ex-P-dg de la compagnie. Considéré comme le principal accusé, Ali B. serait l'auteur de plusieurs dépassements, lorsqu'il était en poste, dont celui d'avoir «bradé» dix navires appartenant à la flotte de la compagnie.

Les investigations menées par les services de sécurité et les services de l'Inspection générale des finances (IGF) ont fait ressortir que les contrats conclus par la Cnan avec des compagnies étrangères et le fret des navires algériens au profit de ces dernières étaient entachés d'irrégularités flagrantes.

L'acte d'accusation mentionne l'affaire de l'arrêt technique du navire *El-Hadjar* en Roumanie.

Lors de son réquisitoire, le ministère public avait requis 10 ans de prison contre les deux anciens P-dg du groupe Cnan, ainsi que le Saoudien, impliqué dans cette affaire, mais qui reste toutefois en fuite.

Le procureur de la République a requis pour le reste des prévenus des peines de 2 à 7 ans de prison.

A. B.